



Comprendre et demander le remboursement des frais d'avocat selon l'article 700

Fiche pratique publié le 13/05/2024, vu 841 fois, Auteur : [Blog de Le Bouard Avocats Versailles](#)

Qu'est que l'article 700 ? Quel est le rôle de l'avocat par rapport à l'article 700 ? Comment demander l'article 700 ? Qu'elle est la procédure pour demander un article 700 ?

Comprendre et demander le remboursement des frais d'avocat selon l'article 700

La procédure judiciaire peut souvent engendrer des dépenses significatives, en particulier les honoraires d'avocats. Heureusement, le **code de procédure civile** français prévoit un mécanisme permettant de récupérer ces coûts grâce à l'**article 700**. Ce dispositif est crucial pour assurer que les parties ne soient pas injustement pénalisées par les frais légaux encourus lors d'un **procès**. Dans ce blog, nous explorons en détail comment fonctionne l'article 700, les conditions requises pour sa demande et la procédure à suivre pour obtenir un **remboursement**.

Définition et portée de l'article 700

L'**article 700 du code de procédure civile** est une disposition légale qui permet à une partie gagnante dans une action en justice de réclamer une indemnisation pour les frais non couverts par les dépens (frais de justice strictement nécessaires). Ces frais peuvent inclure les honoraires d'avocats, les coûts liés à l'intervention d'experts, ainsi que les frais divers engagés pour assurer sa défense.

Pour plus d'informations, vous pouvez consulter [Le Bouard Avocats](#), spécialistes en droit processuel qui offrent davantage de précisions sur l'application de cet article.

Critères pour bénéficier de l'article 700

Pour que les frais soient potentiellement remboursables sous l'article 700, plusieurs critères doivent être remplis :

- La **demande** doit être formulée au cours du **procès**, c'est-à-dire insérée dès les écritures en défense ou en demande.
- Les frais réclamés doivent être justifiés comme étant nécessaires et raisonnables pour assurer la bonne conduite de la procédure.
- Il appartient au juge de discerner si les frais sont proportionnés aux enjeux du litige.

La charge de la preuve repose sur le demandeur, qui doit pouvoir fournir des factures ou tout autre document attestant des dépenses engagées.

Procédure pour demander le remboursement selon l'article 700

La procédure pour réclamer une **indemnité** selon l'article 700 n'est pas complexe mais exige une rigueur dans la présentation des preuves et la justification des montants demandés. Voici les étapes principales :

1. Saisir le tribunal compétent en joignant à votre dossier toutes les pièces justificatives des frais engagés.
2. Mentionner explicitement l'article 700 dans vos conclusions et chiffrer précisément vos demandes.
3. Attendre la décision du juge, qui évaluera l'équité de la somme réclamée par rapport à la situation du procès et de l'**adversaire**.

Si l'indemnité est accordée, le montant sera généralement fixé par le juge après analyse des documents fournis.

Exemples pratiques de mise en application de l'article 700

Pour illustrer l'utilisation de l'article 700, envisageons deux scénarios distincts :

- Dans un contentieux commercial, une société a dû engager un avocat spécialisé pour se défendre contre des accusations infondées de violation de contrat. Après avoir gagné le procès, elle demande le remboursement de ses frais d'avocat via l'article 700, en justifiant chaque dépense par des factures et des contrats d'honoraires.
- Une personne poursuivie pour diffamation par un concurrent a réussi à prouver l'abus de droit de son accusateur. Pour ses frais de justice, elle fait une demande conformément à l'article 700, soutenue par des relevés détaillés des heures travaillées par son avocat.

Chaque cas témoigne de la manière dont cet article peut être invoqué pour récupérer des sommes importantes utilisées en défense légale.

Rôles et responsabilités des avocats face à l'article 700

L'avocat joue un rôle pivot dans la demande d'indemnisation sous l'article 700. Non seulement il doit conseiller son client sur la pertinence et la faisabilité d'une telle demande, mais il est aussi chargé de la structuration juridique de celle-ci. Les responsabilités de l'avocat incluent :

- Évaluer tous les frais susceptibles d'être indemnisés et conseiller sur leur inclusion dans la demande.
- Rédiger les conclusions et autres documents nécessaires de façon claire et précise pour faciliter la compréhension et la décision du juge.
- Accompagner et représenter le client durant toute la durée du processus judiciaire.

Ainsi, choisir un avocat bien informé et expérimenté en matière de **loi** processuelle devient essentiel pour maximiser les chances de succès de telles démarches.

Implications financières et tactiques de l'article 700

L'application de l'article 700 a des implications financières non négligeables qui peuvent influencer la stratégie des parties dans un litige. La perspective d'une indemnisation pour les frais engagés

incite souvent les parties à mieux calculer leurs risques avant d'engager une action en justice. Cela tend à rationaliser les démarches judiciaires et à décourager les plaintes frivoles ou sans mérite substantiel.

De même, connaître les potentiels remboursements via l'article 700 peut dissuader les adversaires de mener des batailles légales prolongées visant uniquement à épuiser financièrement l'autre partie.

Facteurs influençant le montant accordé sous l'article 700

Le montant attribué au titre de l'article 700 varie suivant plusieurs facteurs, notamment :

- La complexité du litige.
- Le type et la nature des frais engagés.
- La quantité et qualité des preuves fournies.
- Le comportement des parties durant le procès.

Le juge apprécie souverainement les montants demandés, en veillant toujours à équilibrer les intérêts des parties de manière équitable.

Naviguer dans les méandres du système judiciaire peut s'avérer complexe, surtout quand il s'agit de récupérer des frais legal. L'article 700 offre une voie légale pour alléger ce fardeau financier, représentant une facette importante de la justice en termes d'équité et de bon sens financier. Savoir utiliser efficacement cette provision peut donc faire une différence notable dans le budget légal d'un individu ou d'une entreprise engagée dans une démarche judiciaire.